



Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît le

Mardi

Jeudi

Samedi

Face au décret Sarraut

Solidarité !



Aujourd'hui se sont tenues deux réunions ministérielles. Conseil de Cabinet à 10 heures du matin et Conseil des Ministres à 15 heures.

Au cours de ces délibérations, les ministres examinent et mettent au point les premiers décrets-lois, et notamment, des mesures prises ou à prendre par Sarraut contre les étrangers.

Bien entendu, « l'Humanité » applaudit à ces mesures et veut bien croire qu'elles atteindront exclusivement « les étrangers ennemis de la France républicaine, c'est-à-dire les Russes blancs et toute la tourbe des agents franquistes, hitlériens et mussoliniens, qui préparent ouvertement sur notre sol l'étranglement du Front populaire et de la République, et qu'on laissera en paix d'honnêtes travailleurs antifascistes chassés de leurs pays par la dictature sanglante du fascisme. »

Il fut un temps où, de la part de « l'Humanité », Sarraut, pas plus que n'importe quel ministre bourgeois, n'eut bénéficié d'aucune présomption de bienveillance quant aux mesures répressives qu'il envisage !

En fait, Sarraut envisage de traquer féroce-ment les travailleurs révolutionnaires susceptibles de troubler la tranquillité du grand patronat.

Il commence, ou continue, par les « étrangers » et aucun travailleur instruit par l'expérience n'a le droit d'ignorer que la répression bourgeoise ne limite pas d'elle-même ses appétits.

La répression contre les travailleurs, de quelque nationalité qu'ils soient, doit dresser contre elle tous les travailleurs, à commencer par ceux de ce pays.

Et, malgré l'hypocrisie des phrases doucereuses par lesquelles les staliniens font accepter aux prolétaires l'appareil militaropolicier d'un gouvernement qui déclare lui-même vouloir être « à poigne » !

La lettre du Parti Communiste à la C.A.P. ne fait-elle pas d'ailleurs mention d'expulsions massives dont viennent d'être l'objet des travailleurs étrangers ?

Ne voit-on pas le gouvernement français, appuyé par socialistes et staliniens, créer à Tunis, pour commencer, le premier camp de concentration afin de résoudre le problème des indésirables.

Et le caractère de classe de cette répression n'est-il pas assez net puisque les mesures prises contre les travailleurs s'effectuent au moment où les cagouleurs de marque sont rendus à la liberté !

Face au décret Sarraut, et à la battue contre-révolutionnaire qu'il organise ! Le moyen ? Renforcer dans l'usine nos organisations, intensifier le regroupement des travailleurs et l'action revendicative.

Organiser la défense matérielle et politique de tous les travailleurs victimes de la répression,

Sur la grève des Métallos

Où sont les agents du patronat ? Où sont les fourriers du fascisme ?

Les staliniens font renvoyer par la direction deux ouvriers révolutionnaires à la Lorraine

SOUS quelque angle qu'on l'aborde, la grève des métallos parisiens, dont l'importance pour la classe ouvrière de France ne saurait être sous-estimée, met à nu le caractère, la nature des agissements staliniens : ce sont des CHIENS DE GARDE DU CAPITAL ; ils défendent celui-ci contre tout ouvrier qui est fidèle à sa classe, à ses intérêts de classe.

A la Lorraine, à Argenteuil, le jour où ils ont fait accepter la sentence Jacomet (augmentation de 15 sous de l'heure, 45 heures de travail), et la reprise du travail, les staliniens ont fait chasser de l'usine deux ouvriers qui étaient opposés à cette capitulation.

Dans un tract, les staliniens se vantent d'avoir obtenu de la direction de l'usine le renvoi de deux ouvriers « espions trotskystes ». Ainsi ceux qui sont pour la main tendue au syndiqué professionnel, au syndiqué chrétien, à tous ceux qui sont dans les organisations soumises au patronat, ceux-là sont allés obtenir de la direction de l'usine nationalisée « la Lorraine », le renvoi de deux travailleurs qui voulaient défendre les 40 heures et poursuivre la lutte solidairement avec le reste des métallos de la région parisienne.

Agents du patronat, tels sont les Doury, Costes, Timbault, Croizat, membres du parti stalinien et dirigeants des Métaux.

Cet exemple n'est guère isolé. Un ouvrier de chez Hotchkiss, à Evreux, usine actuellement transformée en manufacture nationale dirigée par un colonel, nous cita que ce dernier réprimanda un travailleur qui, dans un groupe de camarades, parmi lesquels se trouvait un délégué membre du parti stalinien, avait fait observer, à propos d'une brimade, qu'autrefois on aurait répondu par un débrayage.

C'est en agents avérés de la bourgeoisie que les staliniens agissent dans les usines : c'est à cet effet qu'ils ont déclenché la grève de la métallurgie.

Voici des mois et des mois que le mécontentement des métallos était grand. A chaque poussée, quand la colère grondait, que les métallos voulaient débrayer, les dirigeants staliniens ont freiné. Rappelons seulement ce qu'ils firent en novembre dernier, ainsi qu'à la fin de l'année 1937, au moment de la grève Goodrich et de la grève des Services publics. Ils ont freiné à chaque fois que le mouvement de la classe ouvrière était en période de montée, de flux.

Et puis, quand ils ont vu la classe ouvrière dans une période de creux, de dépression, ils ont engagé un mouvement dont ils savaient par avance l'isolement dans lequel il risquait de se trouver. Par leur activité, ils ont accentué cet isolement ; ils ont fragmenté la grève des métallos ; ils ont littéralement insulté les grévistes de chez Citroën en versant 20 francs de solidarité pour 24 jours de grève, tout en faisant étalage des « œuvres sociales » du syndicat, de ses châteaux, etc...

(Suite page 4.)

La disparition des frères Simkov

SI « la Commune » traite de cet événement en quelques lignes, c'est parce qu'il n'est pas exclu que la disparition des enfants du docteur Simkov soit autre chose qu'un « fait-divers » (fugue ou kidnapping).

Nous ne disposons d'aucune information particulière, nous nous bornons donc à émettre une hypothèse. Le docteur Simkov fut le médecin qui fit entrer le camarade Léon Sedov, fils de Trotsky, dans la clinique où il devait mourir si rapidement dans des conditions si troublantes que nous avons affirmé notre conviction qu'il s'agissait d'un crime.

Le docteur Simkov savait-il, ou apprit-il quelque chose à ce sujet ? S'il en était ainsi, le rapt de ses enfants pourrait fort bien avoir été l'œuvre du Guépéou pour le réduire au silence par un chantage sur l'existence de ces enfants, ce système étant d'ailleurs couramment employé par le Guépéou.

Encore une fois, nous ne soulevons qu'une hypothèse que les faits pourront fort bien infirmer, mais nous n'échafaudons pas tout un roman policier qui trouverait sa vérification si la disparition des enfants Simkov restait mystérieuse.

P.-S. — Au moment de terminer ce numéro, nous voyons dans « Paris-Midi » que le docteur Simkov établit un lien entre la mort de Sedov et le rapt de ses enfants. Selon les termes rapportés dans ce journal, il semblerait que le docteur Simkov considère le rapt comme une « vengeance » des trotskystes. Sur une telle interprétation (que « l'Humanité » ne manquera pas de prendre à son compte), il nous suffira de faire observer : a) que si nous avons la conviction des responsabilités du Guépéou quant à la mort de Léon Sedov, nous ignorons par qui et comment a été effectué le crime ; b) c'est bien plus pour établir les responsabilités de Staline et du Guépéou que pour obtenir la peau de quelques exécutants qu'une plainte a été déposée devant la justice ; c) si nous avons une accusation ou des présomptions graves à formuler, nous le ferions avec le maximum de publicité possible, ce qui aurait une répercussion politique, et nous ne nous livrerions pas à une opération de banditisme... pour laquelle seul le Guépéou aurait un intérêt.

L'impérialisme américain et la paix

A l'heure où vont s'ouvrir à Londres et à Berlin d'importantes négociations, à l'heure où les impérialismes européens vont devoir préciser leurs exigences, une question se pose : quelle est, dans la situation présente, le jeu de l'Amérique ?

Le Capitalisme américain fit longtemps figure de grand « pacifiste ». Après avoir réalisé pendant la guerre d'énormes bénéfices et réussi à s'approprier de nouveaux marchés anglais, il aida à la rédaction des traités de Paix. « L'idéaliste » Wilson jeta sur le monument impérialiste du traité de Versailles quelques beaux « principes », lança l'idée de la S.D.N., futur temple de l'éternelle paix..., etc., etc...

En vérité, le capitalisme américain borna à quelques gestes sa participation aux traités issus de la guerre, il ne voulait pas se « brûler les doigts » en Europe, ce qu'il voulait, c'était mettre cette Europe et le Monde à la portion congrue.

Il essaya d'y parvenir de plusieurs façons : d'abord en présentant une énorme note de frais à l'Europe ; le problème des dettes américaines fut, en Angleterre et en France, un moyen de pression très efficace pour de nombreux traités commerciaux avantageux, ensuite il investit en Europe et particulièrement en Allemagne, d'énormes capitaux pour la reconstruction économique pendant qu'il intensifiait sa pénétration en Extrême-Orient et dans les Dominions anglaises.

Il faut reconnaître que le gangster « Oncle Sam » n'eut pas toutes les satisfactions qu'il espérait. Les dettes de guerre furent plus impayées que soldées ; les crédits allemands furent « gelés » et une partie devint irrécouvrable. L'impérialisme anglais, très éprouvé jusqu'en 1928, se redressa lentement tandis qu'une crise sans précédent secouait, au contraire, en 1929, l'économie américaine, etc., etc...

Par ailleurs, l'impérialisme allemand réapparut sur les marchés de l'Amérique du Sud, le Japon mena une politique de « dumping » jusqu'en Amérique puis contrôla de plus en plus de grandes richesses chinoises et extrême-orientales, tandis que la crise mondiale gênait le commerce extérieur des Etats-Unis.

Bref, pendant que l'impérialisme anglais décadent se ressaisissait, parvenant à éviter la perte de ce qui lui reste de ses marchés dans ses colonies et dominions, la renaissance du capitalisme allemand, l'audace du capitalisme nippon, la crise mondiale, brisaient le rêve d'hégémonie définitive et pacifiste à coups de dollars et de marchandises qu'avait rêvé d'établir sur le monde les Etats-Unis d'après-guerre.

Actuellement, il n'est pas sûr que l'inflation prévue par Roosevelt puisse remettre en marche la machine économique à nouveau grippée depuis un an.

Tout ceci explique que le « splendide isolement » et la doctrine de Monroe (« l'Amérique entière aux Etats-Unis ») paraissent insuffisants. L'impérialisme américain se prépare à intervenir ; il semble qu'il vise d'abord ses ennemis les plus dynamiques : l'Allemagne qui le menace dans l'Amérique du Sud, et le Japon en Extrême-Orient. Les Etats-Unis réarment, ils vont passer de gros marchés d'avions de guerre en faveur de l'Angleterre, (on parlait de levée d'embargo sur les armes en faveur des républicains espagnols, ce qui est plus douteux...), bref il n'est pas exclu que certains courants du capitalisme américain poussent à une guerre qui ne manquerait pas d'affaiblir l'Allemagne, le Japon et l'Angleterre. Mais la grande inconnue sociale demeure : la guerre ce peut être la révolution ? et cela les Morgan et Rockefeller le savent aussi ! L'impérialisme américain hésite.

L'Assemblée de la Fédération S.F. I. O. de la Seine

ASSEMBLEE d'information sur laquelle la presse a observé un silence discret et à peu près total.

Ils étaient cependant deux mille présents à cette réunion qui se tenait vendredi soir, rue Marcadet, au Centre des Loisirs du 18^e.

Au bureau, quelques vieux militants barbus, pour montrer sans doute que ce ne sont pas seulement de « jeunes excités » qui s'insurgent contre les bonzes de la « vieille maison ». Il faut retenir de cette assemblée sa composition sociale en majeure partie ouvrière.

Après l'allocution du président Goldschild, c'est Weil-Curiel qui va prendre la parole et, avocat, plaidera en avocat la cause « Gauche Révolutionnaire contre C.A.P. ». En effet, il se place uniquement du point de vue juridique et statutaire pour démontrer, de A jusqu'à Z, que la Fédération S.F.I.O. de la Seine n'a aucunement violé les statuts de la S.F.I.O. Tout au contraire, c'est la bureaucratie du Parti Socialiste qui a manifesté son indiscipline et a, pour des fins politiques, transgressé ses propres statuts d'organisation.



Cette façon basochienne de traiter la question est peut-être nécessaire si l'on tient compte des mœurs intérieures de la S.F.I.O., beaucoup de militants doivent penser que c'est étriquer singulièrement le problème politique que de le ramener aux dimensions d'un conflit statutaire.

L'état de guerre entre impérialismes ne résulte pas d'une déclaration officielle d'hostilités, celle-ci ne faisant que consacrer une situation de fait. De même, l'état de scission dans la S.F.I.O. ne provient pas de violations plus ou moins nombreuses de statuts, mais des contradictions inconciliables qui opposeront toujours le réformisme centriste et la politique révolutionnaire de classe.

Marceau Pivert, qui succède à Weil-Curiel, commet la même... erreur. Il intervient dans le même sens que lui. « C'est nous qui, statutairement, avons raison !... Et il parle encore de « notre » parti socialiste ! Là encore, les militants prolétariens doivent penser que, depuis longtemps, le Parti Socialiste n'est plus « leur » parti.

Pivert estime qu'il faut réformer le Parti, qu'il le faudra épurer de ses bureaucrates. Il propage ainsi l'illusion que la Fédération de la Seine pourrait aller au Congrès de Royan pour se défendre et finalement être réadmise dans le « grand parti socialiste ».

Que peuvent être, dans ces conditions, ses perspectives présentes si le sacro-saint congrès de Royan doit masquer tout l'horizon ? Perspectives de travail, dit-il. Prendre plus de liaisons encore avec les sections de province et déployer une grande activité parmi les paysans « pour lesquels la S.F.I.O. n'a rien fait ».

La politique paysanne, il faut bien le rappeler à Pivert et aux militants prolétariens de la S.F.I.O., est fonction de la politique générale du Parti. La S.F.I.O. a fait beaucoup pour les paysans, ou du moins pour ceux qu'elle appelle ainsi. Pendant des années, et plus particulièrement depuis les débuts du Front populaire en France, la S.F.I.O. s'est orientée vers les couches petites-bourgeoises de province et qu'elle le veuille ou non, la Fédération de la Seine a entériné cette politique électoraliste.

Rompre avec cette politique ? Il faudrait alors préciser vers quelles couches sociales vous vous orienterez, quelles méthodes d'action, de regroupement et de clarification doctrinale vous appliquerez. Un tel « redressement » d'ici Royan ? Qui le croirait ! La conquête des masses les plus exploitées du village implique une scission de fait avec une importante partie de l'appareil S.F.I.O. en province.

Pivert préconise également de continuer les liaisons dans les entreprises (Bravo !) et de tenter un rapprochement avec les communistes, car un certain nombre parmi ceux-ci sont dégoûtés et désespérés de la politique stalinienne (45 heures, union sacrée, etc...).

Marceau Pivert, pour démontrer qu'il faut être pour la lutte des classes et contre l'Union sacrée, se réfère aux statuts de la S.F.I.O. Les camarades de la « Gauche Révolutionnaire » ne peuvent pourtant pas avoir oublié que ce n'est pas d'hier que la II^e Internationale pratique la collaboration des classes et que c'est à elle que revient la triste priorité d'avoir ouvert le chemin à l'Union sacrée.

La Social-démocratie n'a fait que trahir les travailleurs ; elle est aidée maintenant dans cette besogne par la III^e Internationale. Alors ?

En menant les camarades de la « G.R. » à la bataille de Royan, et en les illusionnant sur l'issue possible de la bataille, on permet aux bonzes qui vous ont sorti voici quelques semaines, qui ont exclu à Limoges les J.S. de la Seine, de compléter fructueusement leurs manœuvres de désagrégation de l'aile révolutionnaire et d'achever, à leur façon, l'épuration de leur Parti.

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
Le Gérant : A. BASTIDE.

A bas le Sénat !...

MONSIEUR SEVERAC (Jean - Baptiste) continue sa campagne dans le « Populaire » contre le Sénat et reprend une proposition du groupe socialiste au Parlement.

Il n'est plus question de supprimer le Sénat, mais de modifier son mode de recrutement par « un collège qui continuerait de comprendre les députés, les conseillers généraux et les conseillers d'arrondissement, et des délégués des communes. Seulement, ces derniers seraient élus au suffrage universel, à raison de un délégué par 150 électeurs ou fraction de 150. »

Voici, à ce sujet, la position des bolchevick-léninistes, telle qu'elle figure à leur programme d'action :

POUR UNE ASSEMBLEE UNIQUE

Nous sommes fermement partisans d'un Etat ouvrier et paysan qui élimine du pouvoir des exploités, les oppresseurs, les magnats du féo-

dalisme moderne. L'Etat qui ne s'appuie que sur les masses travailleuses des villes et de la campagne et qui incarne leur volonté d'affranchissement, ne peut être réalisé que par la volonté de la majorité du prolétariat. Gagner la majorité de nos frères de classe à ce programme est notre but suprême.

Cependant, tant que la majorité de la classe ouvrière reste sur la base de la démocratie bourgeoise, nous sommes prêts à la défendre de toutes nos forces contre les attaques violentes de la bourgeoisie bonapartiste et fasciste.

Mais nous exigeons de nos frères de classe qui se réclament du socialisme « démocratique » qu'ils s'inspirent des idées et des méthodes non de la Troisième République, mais de la Convention. A bas le Sénat, Chambre élue au suffrage restreint et qui rend illusoire les pouvoirs du suffrage universel !

A bas la Présidence de la République qui sert de point de concentration occulte à toutes les forces du militarisme et de la réaction !

Landes

CAMARADES METAYERS ET GEMMEURS

Quand tu constates ta misère actuelle, et que tu te reportes à l'action revendicative menée en 1931 contre les propriétaires fonciers, pour la révision des contrats de métayage, la modification par les métayers eux-mêmes des conditions de partage des récoltes, la suppression des corvées et des redevances, le remplacement en certaines communes des prestations par une taxe municipale, tu peux mesurer toute l'ampleur de la trahison dont tu as été victime par ceux qui t'ont détourné de cette voie.

Le mouvement était pourtant bien parti ! Il suffisait de le continuer et de suivre au village et dans la forêt l'exemple des prolétaires occupant les usines en juin 1936. La situation des métayers et gemmeurs serait aujourd'hui grandement améliorée.



Mais les dirigeants communistes de la C.G.P.T. vous ont dit : Faites-nous confiance ! Le Statut du métayage ? Nous ferons voter des lois !

Grâce aux Offices et à la revalorisation des produits agricoles, la gemme sera plus chère, et le travail mieux payé.

Avant, pendant et après Royan, que ferez-vous, camarades ? Quelle orientation ? Quel programme politique ? Réalisez-vous le danger du rapprochement par en haut avec le P.C., qui ne peut que souhaiter votre désagrégation et l'élargissement du fossé entre vous et la bête trotskyste ?

L'exemple du P.O.U.M. démontre lumineusement que, malgré les délimitations d'avec les bolcheviks-léninistes et dans une certaine mesure à cause d'elles, les stali-niens ont pu parachever sa destruction.

Ni seconde, ni troisième internationale, camarades de la Gauche Révolutionnaire ! Mais édifier le parti révolutionnaire sur les principes éprouvés et les positions solides de la IV^e Internationale ! Lutte intransigeante contre tous les traîtres du socialisme. C'est la seule voie pour barrer la route au fascisme, préparer la révolution dans ce pays et dans le monde.

Après le discours de Pivert, intervint un camarade de la « Bataille Socialiste » qui produisit une déclaration de solidarité avec les exclus ; la même déclaration de solidarité fut apportée par un militant qui se déclara « au-dessus des tendances ». Pour terminer, intervention dans le même sens d'un J.S. exclu deux jours avant.

Ensuite la séance fut levée.

UN AUDITEUR.

...Assemblée unique

UNE ASSEMBLEE UNIQUE doit concentrer le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Les membres en seraient élus pour 2 ans, au suffrage universel depuis l'âge de 18 ans, sans distinction de sexe ni de nationalité. Les députés seraient élus sur la base d'assemblées locales, constamment révocables par leurs mandants et recevraient pendant le temps de leur mandat le traitement d'un ouvrier qualifié.

Telle est la seule mesure qui entraînerait les masses en avant au lieu de les repousser en arrière. Une démocratie plus large faciliterait la lutte pour le pouvoir ouvrier.

Si, au cours d'une lutte implacable contre l'ennemi de classe, le parti du socialisme « démocratique » (S.F.I.O.), dont nous séparons des oppositions irréductibles de doctrine et de méthode, regagnait la confiance de la majorité, nous sommes et serions toujours prêts à défendre l'action de défense prolétarienne d'un gouvernement socialiste contre la bourgeoisie.

Nous voulons atteindre nos buts non par des

Pas d'agitation surtout, car il faut permettre au Front populaire de mener à bien son œuvre par les voies légales et démocratiques !

**

Vous avez vu les chefs stali-niens se mettre d'accord avec les propriétaires radicaux, comme si un propriétaire foncier, même radical-socialiste n'était pas un exploiteur !

Vous les avez vus tendre la main aux curés et c'est le fascisme qui profite de tout cela !

Et nous qui luttons à vos côtés en 1931 et qui sommes restés fidèles à cette tactique de classe, les traîtres stali-niens nous dénoncent, multiplient les calomnies, les menaces et les moyens de pression. Ils agissent aujourd'hui contre nous comme agissaient contre nous les grands bourgeois en 1931 !

C'est nous qui avons raison !

**

Aujourd'hui, la résine t'est payée par acomptes et tu constates des différences de prix énormes entre les cours de Bordeaux qui servent de base aux cotations et les prix auxquels sont conclues certaines adjudications.

Il faut, camarade gemmeur, que tu puisses avoir le contrôle des distilleries et des coopératives.

Il faut qu'à chaque amasse, la résine te soit payée par barrique un prix déterminé.

Il faut que le marché et les cours soient suivis et contrôlés dans chaque village.

Il faut... que soient réalisées toutes revendications des métayers-gemmeurs, et que dans ce but les Comités de village dressent leurs cahiers revendicatifs, puis tiennent un congrès régional des délégués de villages, afin de coordonner votre action.

Nous luttons pour ça ! Luttons avec nous ! Levée en masse des métayers pour conquérir le droit de vivre !

Lyon

A dater du présent numéro (26 avril), « la Commune » paraissant trois fois par semaine, est en vente à Lyon dans 40 kiosques.

La réclamer aux dépositaires.

LYON

Permanence : tous les samedis, de 17 h. 30 à 19 heures, café « A ma Vigne », 7, rue Sainte-Catherine, LYON (1^{er}).

Assemblée générale de la région parisienne le vendredi 29 avril, à 20 h. 30, salle des « Deux-Hémisphères ».

Abonnement à « LA COMMUNE » :

Un an 30 fr.
6 mois 15 fr.
3 mois 8 fr.

Compte Chèque postal : BRAUSCH 1773-07 Paris

conflits armés entre les différentes couches de travailleurs, mais par la vraie démocratie ouvrière, par la propagande et la critique loyale, par le regroupement volontaire de la grande majorité du prolétariat sous le drapeau du communisme intégral.

Les ouvriers se réclamant du socialisme démocratique, doivent en plus comprendre qu'il ne suffit plus de défendre la démocratie, mais qu'il s'agit de la reconquérir. Le déplacement du centre de gravité politique du parlement vers le gouvernement, du gouvernement vers l'oligarchie du capital financier, des généraux, des policiers est un fait accompli. Ni le parlement actuel, ni de nouvelles élections ne peuvent rien en changer. On ne peut défendre les pauvres restes de la démocratie, et d'autant plus élargir l'arène démocratique pour l'activité des masses qu'en détruisant, qu'en anéantissant les forces fascistes armées qui ont déplacé l'axe de l'Etat le 6 février 1934 et qui continuent de le déplacer.

(Extrait du Programme d'action des B.-L., 1934.)

Le coup de burin

Un bel exemple de désintéressement

L A page financière du « Temps » est un document qui mérite d'être lu, même par ceux que les opérations financières, et pour cause, ne sauraient intéresser directement.

Le « Temps » du 24 avril publie le compte rendu de l'assemblée générale des actionnaires de la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie.

Il débute ainsi :

BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

L'assemblée générale tenue le 8 avril a approuvé les comptes de l'exercice 1937 qui ont fait ressortir un bénéfice de 15.394.468 francs contre 8.013.533 francs pour l'exercice précédent. Avec le report antérieur, le solde disponible s'est élevé à 18.648.403 francs.

Le dividende a été fixé à 30 francs pour un capital de 140 millions contre 20 francs l'an dernier pour un capital de 100 millions.

Puis suit un long rapport sur la situation politique-économique, et l'œuvre de redressement (mais oui !) à accomplir dans le pays :

... cette œuvre de salut, que le gouvernement et le Parlement ont courageusement entreprise, est une tâche pénible et de longue haleine, qui exigera, de tous les Français, beaucoup de patience et d'abnégation. Elle ne peut être menée à bien sans leur adhésion confiante, leur collaboration ardente et unanime.

En langage simple, ce programme technique signifie, pour chacun : faire plier devant l'intérêt public ses appétits, ses craintes ou ses privilèges.

Est-ce que ceci ne mérite par les honneurs de notre « Commune » ? C'est d'un beau cynisme que de conseiller de faire taire ses appétits lorsqu'on enregistre quinze millions de bénéficiaires.

Les actionnaires de la Banque Nationale ne seront pas réduits, cette année encore, à bouffer des briques !

Un camp de concentration est créé à Tunis

Nous lisons dans « Le Peuple » du 24 avril :

« Les autorités ont résolu le problème des indésirables et des suspects en créant dans le quartier Foch un camp pouvant contenir 400 personnes.

« Là seront groupés les individus sans domicile ou métier défini, recueillis au cours de la visite des locaux suspects par la police. »

« D'autre part, la Résidence communique :

« 1° Tahar Sfar, seul chef néo-destourien non inculpé jusqu'alors, a été arrêté de 22 avril à 12 heures ; 2° les rafles en ville se poursuivent ; les agents ont arrêté 90 suspects, 61 sont gardés à vue ; une seconde opération a amené l'arrestation de 44 suspects ; 3° sur l'ordre de l'autorité militaire, une rafle a été faite hier soir au Belvédère ; 31 suspects ont été arrêtés, dont 16 sont retenus pour vagabondage. »

Ces lignes démontrent que la répression ne chôme pas en Afrique du Nord.

Mais elles révèlent, en outre, un fait gros de conséquences. Pour la première fois depuis la guerre, un camp de concentration est créé par le gouvernement français.

Sarraut envisage-t-il de ne pas s'arrêter en si beau chemin et de résoudre à sa façon, en France, le problème des indésirables et des suspects ?

APRÈS LA TRAHISON DE LA GRÈVE DES MÉTALLOS

Où sont les agents du patronat ? Où sont les fourriers du fascisme ?

(Suite de la page 1)

Ils savaient que pour le capitalisme français se posait la question de l'augmentation de la semaine de travail. Une tentative faite par le gouvernement et le patronat de faire de la rallonge aux 40 heures aurait rencontré une résistance dont les staliniens craignaient de ne pouvoir être maîtres. Aussi ont-ils lancé préventivement un mouvement dans une période défavorable, dans des conditions volontairement désastreuses, provoquant ainsi une défaite, à la faveur de laquelle la brèche serait faite dans les 40 heures. Tel a été le plan des dirigeants staliniens, plan qui, jusqu'à présent, a été réalisé aux dépens de la classe ouvrière.

Une telle opération ne pouvait pas non plus coûter à ceux qui la menaient. Dans bien des boîtes, la chute des effectifs syndicaux est appréciable, la grève du timbre est réalisée par un nombre important de travailleurs.

Cette situation est exploitée par les fascistes qui interviennent « contre la politique » et « pour la défense des intérêts corporatifs ». Les renseignements qui nous parviennent, notamment chez Citroën, indiquent que leur progression est éminemment dangereuse.

Agent du patronat, fourrier du fascisme, tel est le rôle du Front populaire, animé par les staliniens, à l'usine comme en dehors de l'usine.

Que faire pour s'opposer à la pénétration fasciste dans l'entreprise ? Il faut combattre la politique staliniste et faire triompher une politique révolutionnaire.

Il faut le faire dans le syndicat de la C.G.T. Il faut exiger le renvoi des dirigeants Croizat, Costes, Doury, Timbault, etc..., qui ont mené la grève à la défaite. Il faut les combattre non pas au nom de « l'indépendance du syndicalisme », car c'est une formule trouble exploitée aujourd'hui par les fascistes. Tous ceux qui militent dans les syndicats, tous ceux qui s'occupent des revendications ouvrières, font — qu'ils le veuillent ou non, dans les syndicats ou en dehors — de la politique. Ce qu'il faut, c'est empêcher, dans le syndicat, une politique qui fait le jeu du patronat. C'est le cas de celle préconisée par « la Vie Ouvrière » comme par « Syndicats ».

Il faut aussi combattre la politique staliniste dans l'usine au nom d'une politique et d'un parti révolutionnaire. Les cellules stalinistes sont les instruments d'une véritable police ; les Amicales socialistes n'ont pas su ce qu'elles voulaient, tiraillées entre l'action de briseurs de grèves comme Desphelippon et les vellétés de la Fédération de la Seine. Il faut nous aider à renforcer et à constituer des cellules bolcheviques, des cellules du Parti communiste internationaliste. Contre ceux qui ont mené honteusement les métallos à la défaite, un peu partout la conscience de classe se manifeste, des noyaux opposants surgissent ou se développent. « La Commune » et le P.C.I. leur apporteront leur appui de tous les instants.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures
36, rue du Château-d'Eau, 36

CHEZ CITROËN (Javel) MISE EN GARDE

Une première conséquence désastreuse de la politique néfaste menée par la direction du syndicat des métaux au cours de la récente grève a été, en faisant battre les ouvriers, de les pousser au découragement.

Une autre conséquence, plus grave encore, a été de permettre, à l'intérieur des usines, la formation de syndicats professionnels. Par exemple, chez Citroën.

En effet, les camarades ont pu voir, ces jours derniers, circuler dans la boîte des tracts invitant les ouvriers à se grouper dans un certain « Comité pour la liberté du travail et la défense des avantages acquis ».

Il faut attirer l'attention des copains sur ce fameux comité.

Dans le tract, il y a d'abord l'affirmation qu'« une minorité » a déclenché la grève dans notre entreprise, sur un motif politique ».

C'est un point qui reste à prouver et sur lequel les auteurs du manifeste auraient bien dû renseigner leurs lecteurs. De plus, de quel « motif politique » s'agit-il ? On se garde bien de nous le dire.

Ensuite, il est dit que « la loi... nous aurait permis d'obtenir satisfaction de nos légitimes revendications ». C'est un mensonge ! Tous les ouvriers savent que l'arbitrage joue toujours en faveur du patronat. En ce qui les concerne, les métallos n'ont pas oublié que le dernier rajustement de salaires, demandé en juillet 1937, a été obtenu cinq mois après, au moment où la hausse constante du coût de la vie aurait nécessité un nouvel ajustement.

Et l'arbitrage Giraud, que leur a-t-il apporté ?

Plus bas, on lit ceci : « Chacun conservant pour soi ses opinions politiques, ses préférences syndicales, au-dessus des partis et des syndicats, unissez-vous dans un Comité, etc... ».

C'est l'invitation à peine déguisée d'abandonner les partis et les syndicats de la classe ouvrière. Cela veut dire, en termes clairs : « Laissez tomber la C.G.T. et venez avec nous ». Pas un ouvrier conscient ne doit se laisser prendre à ce piège grossier.

Enfin, il est annoncé qu'« un bureau provisoire composé en dehors de tout parti, de tout syndicat... a été constitué ».

Mais par qui a été constitué ce bureau ? Sur ce point aussi, le tract est muet ; nous allons répondre à sa place :

Ce bureau a été formé par les agents de la direction Citroën-Michelin et avec l'argent de la boîte. La preuve, c'est que pendant la grève, ledit bureau a offert à un certain nombre d'ouvriers des acomptes sur la paye à venir.

En voilà assez pour que les copains sachent à qui ils ont à faire. Camarades, ne soyez pas dupes ! Comprenez bien qu'au moyen de ce Comité, la direction cherche à vous diviser. Recevez comme il convient les propagandistes de cette organisation de jaunes. Il y a là un groupement fasciste en formation. L'ouvrier qui le rejoindrait ferait, sans s'en rendre compte, le jeu du patronat.

Un groupe de Métallos-Citroën.



CITROËN (Epinettes)

Lorsque le samedi matin, on nous dit qu'il fallait évacuer, le délégué des Epinettes ajouta que nous avions la victoire morale et qu'en évacuant cela nous permettrait de discuter avec le patron.

Victoire morale, tu parles ! Le patronat n'accorde plus le réfectoire pour la tenue des réunions syndicales. La « Vie Ouvrière » ne peut plus être vendue comme avant dans l'usine (nous sommes contre « la Vie Ouvrière », mais dans ce cas l'interdiction venant du patronat frappe non pas seulement « la Vie Ouvrière », mais le droit de tous les ouvriers). En ce qui concerne le paiement de l'arriéré, on s'est aussi moqué de nous.

Victoire morale ! On n'en voudrait pas souvent des victoires comme cela. Nous appelons les travailleurs à rester dans le syndicat pour combattre ceux qui nous ont donné cette « victoire morale ».

En juin 36, Thorez a dit : « il faut savoir terminer une grève ». Cette fois-ci, on ne nous a pas dit cela, mais on a fait de même : on a torpillé notre grève. Il ne faut plus que ça recommence.

Camarades, rejoignez le P.C.I. pour mener la bataille de classe, pour mener la lutte révolutionnaire contre le patronat et ceux qui lui ont assuré des victoires très matérielles.

CHEZ POTEZ, A VILLACOUBLAY

Comme il n'y a qu'un petit nombre de travailleurs employés chez Potez à Villacoublay, c'est par là qu'on a commencé à vouloir faire faire les 45 heures dans l'industrie aéronautique.

Mais les ouvriers se sont refusés à faire plus de 40 heures et ils terminent leur travail au bout de huit heures. Seulement ils sont obligés d'attendre les autobus de la maison pendant une heure.

Les ouvriers de l'aviation défendront les 40 heures et obtiendront que les camarades de chez Potez ne soient plus ainsi brimés par leur patron.

CHEZ LIORÉ-OLLIVIER A CLICHY

Vendredi soir, le P.C.I. organisait une réunion pour les ouvriers de chez Lioré-Ollivier à Clichy. Une douzaine de camarades y assistèrent. La plupart appartenant aux groupes d'avant-garde ou y sympathisant. Il fut procédé à un échange de vues, la nécessité de conserver les liaisons avec les camarades d'Argenteuil et de toute l'aviation fut soulignée.

Les staliniens s'étaient bien gardés de venir. En réponse à notre convocation, ils avaient distribué aux ouvriers le tract suivant qu'il serait vraiment dommage de ne pas citer intégralement :

C.G.T.

F.S.I.

SECTION SYNDICALE LIORÉ-OLLIVIER CAMARADES !!!

Attention à la manœuvre !

Certains énervés de la 5^e Colonne, ont distribué un tract vous invitant à une réunion ce soir à Saint-Ouen.

QUELS SONT CES GENS ?

Ce sont les mêmes qui, il y a un mois environ disaient : « Le torchon brûle ».

Qui votaient contre la grève le lundi 11 avril.

Qui votaient contre la reprise le mercredi 13 avril.

Ce sont les mêmes qui prêchent la démocratie à outrance.

Leurs tracts sont l'expression même du journal « la Liberté » de Doriot, du 25 mars 1938.

LEUR BUT ?

Diviser le mouvement ouvrier.

Salir ceux qui défendent la classe ouvrière.

Faire le jeu du Patronat et du Fascisme !

Seuls, les émules du patronat. Seuls les associés du capitalisme peuvent suivre ce chemin et leur seul mot est :

« Plutôt le Fascisme que la Bagarre ! »

Ouvriers de chez Lioré-Ollivier, vous êtes les seuls juges de tels provocateurs.

ALORS ?

Et nous vous demandons où est l'ingérence « politique » dans le mouvement syndical si ce n'est que du côté de la IV^e Internationale.

LA SECTION SYNDICALE.

Observons d'abord l'abus fait par les staliniens du nom de la section syndicale sans avoir l'avis des ouvriers. Mais pourquoi se gênaient-ils chez Lioré-Ollivier, à Clichy, quand Croizat ou Raynaud font de même aux Métaux ou à l'Union des Syndicats ? D'ailleurs c'est un crime, selon les auteurs du tract que de prêcher « la démocratie à outrance ».

Quant au contenu du tract, il révèle que ceux qui l'ont écrit ne sont peut-être pas très « énervés », mais légèrement « fada ». C'est pourquoi ils suivent en toutes circonstances la « ligne » du parti communiste ; mais les métallos qui ne sont pas des pantins, commencent à y voir clair et ils sauront faire triompher une politique révolutionnaire contre ceux qui veulent entraîner la classe ouvrière pour les intérêts du capitalisme et de la bureaucratie soviétique.